



# FÉDÉRATION NATIONALE DE LA LIBRE PENSÉE

*Membre de  
l'Association Internationale de la Libre Pensée  
(AILP)*

10/12 rue des Fossés-Saint-Jacques 75005 PARIS

Tél. : 01 46 34 21 50

[libre.pensee@fnlp.fr](mailto:libre.pensee@fnlp.fr) – <https://www.fnlp.fr>

## *Lettre ouverte*

**de Victor Hugo, Jean Jaurès, de  
Ferdinand Buisson et d'Aristide Briand  
aux différents gouvernements de la Ve République  
depuis 1958 jusqu'à nos jours :**

***Qu'avez-vous fait de la Laïcité  
et de la loi de 1905 ?***

Au nom de nos **camarades Libres Penseurs Victor Hugo, Ferdinand Buisson, Jean Jaurès et Aristide Briand** qui ont fait la **laïcité scolaire**, puis la **Laïcité de l'Etat**, nous interpellons publiquement tous les **Gouvernements de la Ve République** qui se sont succédé depuis 1958 jusqu'à nos jours pour exiger qu'ils rendent des comptes sur leur œuvre destructrice de **la Laïcité** et de la **Séparation des Églises et de l'État**.

Cette *Lettre ouverte* d'**Illustres Libres Penseurs** complète et explique la **Plainte** que nous sommes en train de déposer contre le Gouvernement pour « *défait d'actions de défense de la Laïcité* ».

Nous publions en annexe l'état précis des violations de la **Laïcité** et de la **loi de Séparation des Églises et de l'État** depuis 1958.

\

Il est étonnant, mais logique, de constater que plus les églises se vident de leurs fidèles, plus **l'Église** entend régenter à nouveau les corps et les consciences. « *C'est la faiblesse des hommes, qui fait la force des prêtres* » disait **Boileau**. Depuis la **Première guerre mondiale**, en matière de laïcité, on pourrait dire que c'est la lâcheté des **hommes politiques** qui a fait la force de **l'Église catholique**.

Quand **Napoléon** fait le **Concordat** en 1801, il dit clairement à l'époque à quoi sert **l'Église**

**catholique** et dévoile le pot-aux-roses, il veut la religion toute puissante : « ... *Comment avoir de l'ordre dans un Etat sans religion ?... la société ne peut exister dans un Etat sans une religion. La société ne peut exister sans l'inégalité des fortunes, et l'inégalité des fortunes ne peut exister sans la religion. Quand un homme meurt de faim à côté d'un autre qui regorge, il lui est impossible d'accéder à cette différence s'il n'y a pas là une autorité qui lui dise « Dieu le veut ainsi, il faut qu'il y ait des pauvres et des riches dans le monde ; mais ensuite et pendant l'éternité le partage sera fait autrement »...*

« *C'est en me faisant catholique que j'ai fini la guerre de Vendée, en me faisant musulman que je me suis établi en Egypte, en me faisant ultramontain que j'ai gagné les esprits en Italie. Si je gouvernais un peuple de Juifs, je rétablirais le Temple de Salomon* ».

Quand **Victor Hugo** monte à la tribune de l'Assemblée Nationale en 1850, il fait sans doute le plus beau discours politique de tous les temps contre la **loi Falloux**, loi réactionnaire qui va anticiper bien des **lois cléricales de la Ve République**. **Victor Hugo** y déclare : « *la loi Falloux, c'est mettre un Gendarme partout où il n'y a pas un Jésuite* ». Force est de constater que depuis 1958 : dans l'École publique, on a le **Gendarme**, le **Jésuite**, le **Militaire**, le **Patron** et toutes les formes d'intervention religieuse et patronale possibles.

De ce point de vue le programme de la **loi Falloux** a été largement appliqué. De la même manière **Victor Hugo** disait : « *quand on ouvre une école, on ferme une prison* », ce qui est assez juste puisque si on développe le savoir et la culture, on limite la délinquance. La **Ve République** a fermé des écoles et ouvert des prisons et ce, quelle que soit la couleur des gouvernements.

Il y a aujourd'hui près de **75 000 personnes emprisonnés en France**, ce qui rapporté à la population de l'époque est du même niveau que le nombre de personnes en prison au moment de la plus haute vague de répression du **Régime de Vichy** à la botte des **Nazis** en 1943, régime connu comme le plus carcéral de l'Histoire de France.

\

Quand se mène le débat parlementaire sur la **loi de Séparation des Eglises et de l'Etat**, au début du XXe Siècle, le **Président de la Commission** qui fait le **projet de loi** est **Ferdinand Buisson**, **Président de l'Association Nationale des Libres Penseurs**. Le **Rapporteur** est **Aristide Briand**, lui aussi éminent **Libre Penseur**. La position officielle de la **Libre Pensée** est décidée dans une assemblée, le 21 Mars 1905, réunie au siège du **Grand Orient de France**. Elle invite la **Chambre**, « *à élaborer sans retard et sans interruption, une loi de Séparation des Eglises et de l'Etat* », selon des indications précises que **Ferdinand Buisson** déposera à la **Chambre**. Il explique : « *Nous nous sommes battus, nous nous battons pour savoir qui de l'Église ou de la Révolution, en ce moment aura le dernier mot en France* ».

Au moment de ce débat, la **Libre Pensée**, à l'instar de la **Majorité républicaine**, se pose la question : **Séparation** ou **destruction des Églises par l'État** ? **Aristide Briand** répond à **Maurice Allard**, **Libre Penseur** partisan de la deuxième option en ces termes : « *S'il fallait donner un nom au projet de Maurice Allard, je crois qu'on pourrait justement l'appeler un projet de suppression des Églises par l'État. Une loi n'a jamais pu, heureusement, réussir à réduire, ni les individus, ni les groupements d'individus, encore moins leur pensée à l'impuissance. Une telle loi que se proposerait un tel but ne pourrait être qu'une loi de persécution et de tyrannie.*

**Maurice Allard**, dans sa hâte d'en finir avec la religion, se tourne vers l'État et l'appelle au secours de la **Libre Pensée** ; il lui demande de mettre l'Église dans l'impossibilité de se défendre ; il le somme de

commettre au service de la **Libre Pensée**, la même faute qu'il a commise au service de **l'Église** et que nous n'avons jamais cessé, nous, **Libres Penseurs**, de lui reprocher. Ce n'est pas la conception de la **Libre Pensée**. Nous considérons qu'une saine conception du régime nouveau exclut toute possibilité d'inscrire, soit au budget de **l'État**, soit au budget du **Département** ou de la **Commune**, l'obligation pour les citoyens de participer sous la forme de l'impôt, à l'entretien du culte.

Pour nous, **Républicains**, la **Séparation** c'est la **disparition de la religion officielle**, c'est la **République rendue au sentiment de sa dignité** et au respect de ses principes fondamentaux. Ils lui commandent de reprendre sa liberté, mais ils n'exigent pas que ce soit par un geste de persécution. Ce que veulent les **Libres Penseurs**, c'est que vous arrachiez à **l'Église**, le bouclier officiel derrière lequel elle peut s'abriter contre les efforts de la **Pensée Libre** ; ce qu'ils ont seulement le droit d'exiger, c'est que **l'État** les mette face à face avec **l'Église** pour lutter à armes égales pour pouvoir opposer enfin en combat loyal, **la force de la Raison aux brutalités du dogme**. Je termine, si vous voulez que la **Raison Libre** ait un abri, construisez-le lui ; mais n'essayez pas de la faire coucher dans le **lit de l'Église**. Il n'a pas été fait pour elle ».

**Jean Jaurès** qui votera la loi, et contre le projet de **Maurice Allard**, dira : « **La loi de Séparation**, c'est la marche délibérée de l'esprit vers la **pleine Lumière, la pleine Science et l'entière Raison** ». Il écrira aussi à propos de la **Laïcité** : « Il n'y a pas de maître au-dessus de **l'Humanité** ; Il n'y a pas de maître dans **l'Humanité**... **La République doit être laïque et sociale**, mais restera laïque parce qu'elle aura su être sociale. »

La **Réaction**, sous toutes ses formes, pour **préparer la marche à la guerre** de manière de plus en plus inéluctable, veut enrégimenter la **Jeunesse** dans le **Service National Universel** pour la faire marcher au pas et lui apprendre à obéir et veut lui imposer, en préalable, le **port de l'Uniforme à l'École publique laïque**. **Ferdinand Buisson**, le véritable Père de **l'École publique laïque**, qui avait participé en 1869, avec **Victor Hugo**, au **Congrès de la Ligue de la Paix et de la Liberté** à Lausanne, prononce un discours vigoureux qu'on lui reprochera encore sous le **Régime de Vichy** : « **Habituer les enfants à se dire : un uniforme, c'est une livrée, et toute livrée est ignominieuse, celle du prêtre et celle du soldat, celle du magistrat et celle du laquais... Il faut chasser loin de l'esprit des enfants le Dieu des armées, le Dieu des Napoléons.** »

\

Aujourd'hui, **Emmanuel Macron** entend, dans la continuité du **Régime de Vichy** et de la **Ve République**, détruire la **Laïcité** et la **loi de Séparation des Églises et de l'État** qui la fonde. Le 9 avril 2018, au **Collège des Bernardins**, il déclare, pliant le genou devant **l'Église catholique** : « **Pour nous retrouver ici ce soir, Monseigneur, nous avons, vous et moi bravé, les sceptiques de chaque bord. Et si nous l'avons fait, c'est sans doute que nous partageons confusément le sentiment que le lien entre l'Église et l'Etat s'est abîmé, et qu'il nous importe à vous comme à moi de le réparer.** »

Contre la **Séparation des Églises et de l'État**, il en appelle à la **Réparation** du lien organique entre **l'Église** et **l'État**. C'est le retour du **Cléricalisme intégral** que les **Républicains, les Laïques, les Libres Penseurs, les Démocrates** et le **Mouvement ouvrier organisé** avaient chassé en 1905.

Pour manifester cette « **Réparation** », il reçoit en grande pompe le 23 septembre 2023, non pas le **Chef du pseudo-État du Vatican**, appelé « **Saint-Siège** », mais très officiellement le **Chef de l'Église catholique**. Le **Monarque antirépublicain** reçoit un **Prince de l'Église** et fait la gèneflexion pour marquer sa subordination comme un **Vassal** à son **Seigneur**, un domestique à son maître.

Pour bien marquer sa vassalité aux religions, il allume la **bougie d'Hanoucca** à l'Élysée le 8 décembre 2023. Rien de ce qui est clérical ne lui est étranger. S'il donne des gages à toutes les religions, il n'en donne aucun vis-à-vis de **l'Islam** qu'il entend, comme un **Bonaparte au petit pied** soumettre à sa volonté et l'organiser lui-même, car les **Musulmans** en sont présumés incapables, contrairement aux autres religions. Il ne recule pas à mettre en œuvre un **racisme de bas étage** particulièrement malfaisant contre les **Immigrés** en faisant voter la *loi Darmanin*.

La **fusion macroniste** avec le **Religieux** est telle qu'il fait voter la **loi « Séparatisme »** le 24 août 2021, où son **Gouvernement**, par l'intermédiaire de ses **Préfets**, va décider quelle association est religieuse ou pas. Il proclame **l'Islam** et les **Musulmans** comme des **Séparatistes**, voire des **Terroristes** en puissance. Il réduit la **République à être aux aguets** en permanence et encourage par là-même au retour de la **sinistre Délation** : tous suspects, tous coupables. Il entend imposer à tous ce que l'on doit penser et croire. C'est **l'Idéologie d'Etat** qui est totalitaire par essence et par nature. En un mot, **le Macronisme** est un **Totalitarisme** comme un autre, avec **l'Hypocrisie Jésuitique** en plus.

C'est l'application de ce que dénonçait **Aristide Briand** en 1905 : « *Une loi n'a jamais pu, heureusement, réussir à réduire, ni les individus, ni les groupements d'individus, encore moins leur pensée à l'impuissance. Une telle loi que se proposerait un tel but ne pourrait être qu'une loi de persécution et de tyrannie.* ». C'est précisément ce que fait la **loi « Séparatisme »**.

Le **Principe de Séparation** est écrasé par la prétention d'**Emmanuel Macron** d'être en fait le **Détenteur** des « *Deux Glaives* », le **Spirituel** et le **Temporel**. C'est le retour du **Saint-Empire-Romain-Germanique**, béni par **l'Europe Vaticane**. Il manie le **Goupillon des Prêtres** comme la **Matraque des CRS**. Tout le monde y a droit, sans tact ni mesure, en gros et en détail.

Contre **Jean Jaurès**, le **Monarque macroniste** n'a jamais su être « *ni laïque, ni social* », mais leur contraire exactement.

\

- La **Fédération nationale de la Libre Pensée** a toujours condamné et ce depuis leur avènement les **Institutions antidémocratiques et bonapartistes de la Ve République**, mises en place par le **Coup d'Etat du 13 mai 1958**.

- La **Fédération nationale de la Libre Pensée** ne s'est jamais ralliée aux Institutions du « *Coup d'Etat permanent* » qui violent la souveraineté populaire en permanence par l'élection au suffrage universel du **Président de la République** et qui concentre l'expression de la volonté de tous dans les mains d'un seul dépositaire.

Le choix est de plus en plus clair :

- Ou la mise en place d'un régime de plus en plus autoritaire. Jusqu'où **et jusques** à quand ?
- Ou la parole revient au peuple, c'est-à-dire aux citoyennes et aux citoyens, par la mise en œuvre de l'élection d'une **Constituante libre et souveraine** pour un **Gouvernement du Peuple, par le Peuple, pour le Peuple.**, pour **liquider** par un coup majeur les **Institutions de la Ve République**.

***Pour en finir avec le Totalitarisme et la Ve République :***

# *Constituante élue et Souveraine !*

Paris, le .... Février 2024